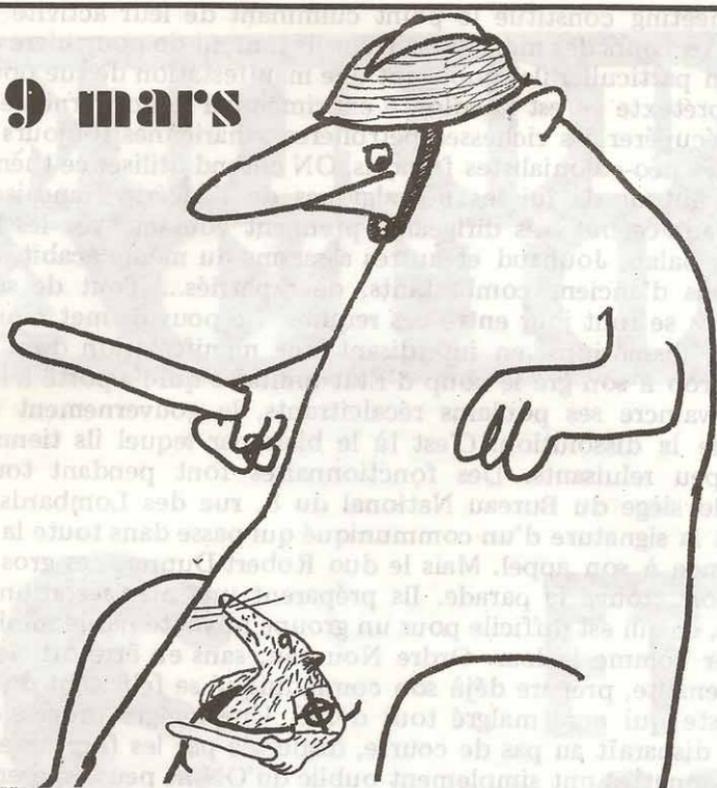


# le 9 mars



Le 9 mars

Le matin du meeting, les nervis d'ON déchargent des camionnettes entières de « matériel » sous la surveillance des flics présents. Monatte, secrétaire du syndicat autonome de la police déclarera par la suite « d'abord on a laissé des gens s'équiper et se promener dans la rue, casqués et armés de barres de fer ou de manches de pioches, alors que cette attitude ressort du port d'armes par destination. Les policiers ne sont pas intervenus parce qu'ils n'avaient pas d'ordre dans ce sens ». Pour faire bonne mesure, la place Beauveau fera saisir ce matériel au local d'ON mais plusieurs jours après le meeting. Il y en a pour plus d'une tonne.

Monatte poursuit « de plus il est intolérable qu'au cours des affrontements de la soirée des éléments du SO d'ON se soient mêlés à la police pour frapper les contre-manifestants », l'aveu est de taille.

L'affaire fait du bruit jusque dans la majorité. Le député D. Rousset et le FJP disent ce qu'ils pensent de cette collusion manifeste. Ce groupuscule gaulliste en particulier publie un communiqué où il s'inquiète « de ce que le gouvernement par l'intermédiaire de Marcellin se soit cru obligé d'en (du meeting) assurer la protection et se soit, de ce fait, rendu solidaire d'une organisation qui ne se cache pas d'emprunter ses objectifs et ses méthodes au national-socialisme ». Même Paris-Jour se croit obligé de dire que « dans une rue avoisinante de la place de la Porte de Versailles, les policiers ont pourchassé une centaine de gauchistes et les ont même lynchés, laissant largement des taches de sang sur la chaussée ». Des journalistes du « Monde » rapportent, et ces faits sont corroborés par les images des actualités télévisées du lendemain, qu'un manifestant isolé, ratonné par les fascistes, est trainé par l'un d'eux jusqu'au pied d'un gradé CRS. Là, évanoui, il est violemment frappé à la tête et au ventre à coups de pied et de matraque par le nervi nazi sans que le digne officier n'esquisse le moindre geste.